

JACQUES LERUEZ

FIN DE « RÉGNE » CONSERVATEUR AU ROYAUME-UNI : LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 1^{er} MAI 1997

Les élections du 1^{er} mai 1997 au Royaume-Uni n'auront pas constitué un deuxième miracle pour l'ancien Premier ministre, John Major. On se rappelle en effet qu'en avril 1992, à la surprise générale (tous les organismes de

sondages avaient, jusqu'au matin même de l'élection, annoncé une avance travailliste, fût-elle étriquée), il avait remporté une quatrième victoire successive pour son parti (après 1979, 1983 et 1987) avec 7,5 points d'écart en

165

Résultats par nation en Grande-Bretagne (entre parenthèses, différence avec 1992*)

	Voix (%)				Sièges			
	Cons.	Trav.	LD	Nat.	Cons.	Trav.	LD	Nat.
Écosse	17,5 (- 8,1)	45,6 (+ 6,6)	13,0 (- 0,1)	22,1 (+ 0,6)	0 (- 11)	56 (+ 7)	10 (+ 1)	6 (+ 3)
Galles	19,6 (- 9)	54,7 (+ 5,2)	12,4 (- 0,1)	9,9 (+ 1)	0 (- 6)	34 (+ 7)	2 (+ 1)	4 (=)
Anglet.	33,7 (- 11,8)	43,5 (+ 9,6)	17,9 (- 1,2)		165 (- 154)	329** (+ 134)	34 (+ 24)	
Tot. G.-B.	31,5 (- 11,3)	44,3 (+ 9,1)	17,2 (- 1,1)	2,6 (+ 0,2)	165 (- 171)	419** (+ 148)	46 (+ 26)	10 (+ 3)
Tot. R.-U.	30,7 (- 11,2)	43,2 (+ 8,8)	16,8 (- 1,1)	2,5 (+ 0,2)	165 (- 171)	419** (+ 148)	46 (+ 26)	10 (+ 3)

Source : « General Election Results, 1st May 1997 », *Research Paper 97/4* (éd. révisée), House of Commons Library, 30 mai 1997.

* Par rapport à 1992, il y avait cinq sièges supplémentaires en Angleterre et deux au Pays de Galles.

** *Speaker* compris.

voix vis-à-vis du parti travailliste et 336 sièges (21 d'avance sur tous les autres partis représentés à la Chambre des Communes).

LE SCRUTIN DU 1^{er} MAI 1997

En 1997, avec 30,7 % des suffrages et 165 sièges, le parti conservateur subit sa défaite la plus cuisante depuis longtemps. Pour retrouver un pourcentage aussi bas, il faut remonter à l'élection de 1832, qui avait suivi la mise en œuvre du premier *Reform Act*, auquel les Tories s'étaient farouchement opposés. Le plus mauvais score du XX^e siècle datait de l'élection d'octobre 1974 : 35,8 %. En sièges, il s'agit du nombre le plus faible (165) depuis 1906 (157). Il faut noter également que le parti conservateur est réduit à ses bastions anglais puisqu'il perd totalement les quelques sièges qui lui étaient restés en 1992 au Pays de Galles (8) et en Écosse (11) ; or, si la faiblesse de ses scores au Pays de Galles n'est pas nouvelle, la défaite en Écosse est sans précédent. Cette humiliation n'est pas en soi une surprise ; depuis l'arrivée de Margaret Thatcher à sa tête, il était de plus en plus considéré dans la périphérie non anglaise du Royaume comme un parti anglais, voire un parti nationaliste anglais. Autre record battu : il s'agit du *swing*¹ le plus fort, environ 10 points, depuis 1945 (il avait été de 12 points, mais dans des circonstances très particulières puisqu'il n'y avait pas eu d'élection générale depuis 1935) ; or, tous les spécialistes de sociologie électorale expliquaient encore, il y a peu, qu'un *swing* de cette ampleur en faveur du parti travailliste était virtuellement impossible compte tenu de l'évolution

sociologique d'un électorat dorénavant dominé par la classe moyenne (au sens large). De fait, en 1964, pour reprendre le pouvoir après treize ans de gouvernement conservateur, Harold Wilson n'avait obtenu qu'un *swing* de 3,2 %, auquel s'était ajouté, en 1966, un autre de 2,6 % ; autrement dit, en deux élections, Wilson n'avait repris aux conservateurs qu'à peine plus de la moitié du terrain que Blair a reconquis en une seule fois, il est vrai à partir d'une base plus faible.

Autre fait intéressant : la victoire travailliste n'empêche pas le tiers parti libéral-démocrate d'obtenir, en faisant plus que doubler son nombre de sièges, son meilleur résultat depuis 1929. Ce relatif succès est dû au vote tactique anticonservateur qui est sensible d'un bout à l'autre du pays et qui va jusqu'à bénéficier aux candidats nationalistes en Écosse ou au Pays de Galles ; c'est ce vote tactique qui explique le mieux la défaite de sept ministres du cabinet, dont trois en Écosse. Mais le vote tactique n'a pas été systématique partout ; dans 10 circonscriptions de l'Angleterre du Sud, où le candidat libéral-démocrate était le mieux placé pour battre le sortant conservateur (d'après les résultats de 1992), la poussée du parti travailliste a été telle que ses candidats sont passés de la troisième à la première place. Il résulte de cela que, dans les 165 circonscriptions où les conservateurs se sont maintenus, le parti travailliste est dorénavant en seconde position dans 92 d'entre elles contre 73 pour les libéraux-démocrates ; en 1992, la situation était inverse puisque les libéraux-démocrates occupaient la seconde place dans 118 de ces mêmes circonscriptions.

1. C'est-à-dire la moyenne du déplacement des voix d'un grand parti à l'autre.

*Vote par sexe, par catégorie sociale et par âge.
(entre parenthèses, différence avec 1992)*

	Conservateurs	Travailleurs	Libéraux-démocrates
Électorat total G.-B.	31 (-12)	44 (+9)	17 (-1)
Hommes	31 (-8)	44 (+6)	17 (-1)
Femmes	32 (-11)	44 (+10)	17 (-1)
AB*	42 (-11)	31 (+9)	21 (0)
C1	26 (-22)	47 (+19)	19 (-1)
C2	25 (-15)	54 (+15)	14 (-4)
DE	21 (-8)	61 (+9)	13 (0)
1 ^{re} fois électeurs	19 (-16)	57 (+17)	18 (-3)
18-29 ans	22 (-18)	57 (+19)	17 (0)
30-44 ans	26 (-11)	49 (+12)	17 (-3)
45-64 ans	33 (-9)	43 (+9)	18 (-2)
+ 65 ans	44 (-3)	34 (-2)	16 (+2)
Propriétaires	35 (-12)	41 (+11)	17 (-3)
Locataires sociaux	13 (-6)	65 (+1)	15 (+5)
Syndicalistes	18 (-9)	57 (+7)	20 (+2)

167

Source : *The Sunday Times*, 4 mai 1997, d'après sondages de sorties d'urnes : ITN/Harris 1992, BBC/NOP 1997.

* Catégories sociales : AB : cadres et professions libérales ; C1 : employés à col blanc ; C2 : ouvriers qualifiés ; DE : ouvriers peu ou non qualifiés, petits retraités, chômeurs, dépendants de l'aide sociale.

Le tableau ci-contre montre les variations du vote en fonction des catégories sociales, du sexe et de l'âge. On fera trois remarques : tout d'abord, le parti travailliste a rattrapé son retard chez les femmes (+ 10 points contre + 6 chez les hommes), ce qui lui permet d'obtenir un soutien de même ampleur dans les deux sexes ; ensuite, alors qu'en 1992 les deux partis faisaient à peu près jeu égal dans les catégories jeunes en 1992, en 1997 le nouveau Labour y prend un avantage décisif ; enfin, le vote C1, qui avait

assuré, sous Thatcher, les grandes victoires du parti conservateur et qui était resté fidèle à John Major en 1992, déserte en masse pour le camp adverse puisque, là où les conservateurs perdent 22 points, les travaillistes en gagnent 19.

LES RAISONS PROFONDES D'UNE DÉFAITE PROGRAMMÉE

Bien qu'ayant perdu la majorité absolue des sièges aux Communes environ un an avant la dissolution de la Chambre,

le gouvernement Major a pu aller jusqu'au bout de son mandat de cinq ans et n'a pas connu l'humiliation du cabinet Callaghan, qui fut renversé, à une voix près (311 voix contre 310) par une coalition hétéroclite de l'ensemble des partis d'opposition (conservateurs, libéraux, nationalistes divers), le 28 mars 1979, alors qu'il aurait pu théoriquement se maintenir jusqu'en octobre de la même année. Malgré tout, on peut dire que, dix-huit ans plus tard, on a vécu à nouveau la même période de survie artificielle à coups d'expédients parlementaires plus ou moins glorieux, donnant une impression pénible de fin de règne. Mais, alors que la vie du gouvernement Callaghan avait été abrégée par le changement de camp des nationalistes écossais et gallois, dépités par l'échec des référendums régionaux du 1^{er} mars 1979, la survie du gouvernement Major est restée suspendue jusqu'au bout au bon vouloir des députés unionistes de l'Ulster, paralysant du même coup les négociations en cours sur l'avenir de la province, du fait même que le gouvernement britannique renonçait à la position de neutralité entre les deux camps qu'il avait péniblement assumée avec la déclaration de Downing Street du 15 décembre 1993 et le document-cadre du 22 février 1995, les deux documents rédigés et signés en commun avec le gouvernement de Dublin après de longues négociations². De ce fait, John Major n'aura pas été le Premier ministre britannique à avoir ramené la paix en

Irlande du Nord, comme il l'ambitionnait sans doute. Outre le *statu quo* en Irlande du Nord, le bilan du gouvernement Major apparaissait négatif sous trois angles au moins.

Les conservateurs et l'économie

Malgré une conjoncture particulièrement favorable dès la fin de 1993, les électeurs n'avaient pas oublié les revers et les renoncements des premiers mois du Parlement et d'abord le fameux « mercredi noir » du 16 septembre 1992, jour où la livre sterling, qui était entrée, à peine deux ans auparavant, dans le mécanisme de change du Système monétaire européen, dut le quitter en catastrophe, pour la plus grande humiliation du Chancelier de l'Échiquier de l'époque, Norman Lamont, et de John Major qui, en 1990, alors qu'il était lui-même Chancelier, avait su persuader Margaret Thatcher de la nécessité d'intégrer la livre au SME, après des années de résistance de sa part. Cet épisode, bien qu'il se fût révélé plutôt bénéfique³ sur le plan économique, a été gardé en mémoire par la population comme un échec politique majeur pour le gouvernement Major, à peine six mois après sa reconduction ; il est vrai aussi que, dans le budget qui suivit, le gouvernement dut se résoudre à augmenter les impôts indirects après s'être présenté pendant la campagne électorale comme le parti « aux impôts légers ». A partir de ce moment, les conservateurs qui, en dépit des critiques qu'on pouvait leur faire

2. Pour plus de détails, voir nos chroniques annuelles sur le Royaume-Uni, in *Les Pays d'Europe occidentale* à La Documentation Française, et notamment les éditions de 1995, p. 26-29, et 1996, p. 25-28.

3. La dévaluation de la livre (près de 10 % au bout de quelques mois) qui s'ensuivit allait stimuler l'économie sans ramener une trop forte inflation et provoquer une baisse spectaculaire des statistiques du chômage.

par ailleurs, étaient traditionnellement considérés comme les meilleurs gérants de l'économie, perdirent cette réputation et le retournement rapide de la conjoncture n'y fit rien.

Le boubier européen

La deuxième raison qui a conduit à l'impopularité du gouvernement conservateur est, bien entendu, les divisions du parti sur l'Europe, qui, certes, étaient anciennes⁴ mais ont continué après la ratification du traité de Maastricht (définitivement acquise en juillet 1993). Quasiment à chaque Conseil européen (réunion biannuelle des chefs d'État ou de gouvernement), la Grande-Bretagne s'est retrouvée en position singulière, pour ne pas dire isolée ; il y a eu les premiers travaux de la conférence intergouvernementale destinée à préparer la réforme des institutions dans la perspective de l'élargissement de l'Union, la Grande-Bretagne souhaitant à la fois un élargissement rapide et une modification minimale des institutions, notamment en ce qui concerne le vote à la majorité en Conseil des ministres et les pouvoirs du Parlement européen. Il y a eu surtout la « crise de la vache folle » (techniquement parlant : encéphalopathie spongiforme bovine) à partir de mars 1996 ; à cette occasion, et contre toute logique, la Grande-Bretagne a très mal pris d'être mise en quarantaine par les autres partenaires de l'Union, peu consciente qu'elle était que l'embargo sur le bœuf britannique, décidé immédiatement, et

encore appliqué à ce jour⁵, constituait la mesure conservatoire minimale attendue par les opinions publiques des Quatorze. Il faut ajouter à ce tableau, enfin, les directives émanant de la Commission, les décisions adoptées par le Conseil des ministres à la majorité, contre l'avis de la Grande-Bretagne, ou encore les jugements et arbitrages de la Cour de justice, le plus souvent décrits comme autant de mesures vexatoires par les eurosceptiques et la presse, notamment celle qui est contrôlée par Rupert Murdoch. D'où un courant d'opinion non seulement de plus en plus hostile à la monnaie unique mais aussi défavorable à l'intégration européenne elle-même.

169

La dégradation de l'esprit public et les rapports Scott et Nolan

Le troisième facteur du rejet du parti conservateur a été la série de scandales qui ont éclaté à partir de l'hiver 1993, ridiculisant du même coup le slogan de « retour aux vraies valeurs » (*basic values*), lancé au congrès d'octobre par John Major⁶. Ces affaires ont suscité des commissions d'enquête ou des actions en justice ; la plupart sont donc restées sur le devant de la scène politique et, par conséquent, n'ont pas cessé d'empoisonner la vie gouvernementale, jusqu'aux élections. La subvention à la construction du barrage Pergau a été jugée illégale par la Haute Cour, en 1994 ; quant à l'affaire Matrix-Churchill, qui avait éclaté en 1992 mais qui datait de la fin des années Thatcher, elle a donné lieu à une enquête de grande

4. Voir notre précédente « Lettre de Grande-Bretagne » : « Le Royaume-uni depuis les élections de 1992 : le chemin de croix de John Major », *Pouvoirs*, n° 70, 1994, p. 163-172.

5. Septembre 1997.

6. Voir l'article cité à la n. 4, p. 165-169.

ampleur par le haut juge Scott, dont le rapport a paru en février 1996, alors que la plupart des protagonistes avaient abandonné la vie politique active. Malgré les accusations qui portaient sur eux, notamment celle d'avoir menti au Parlement à de nombreuses reprises, deux ministres en exercice, William Waldergrave et sir Nicholas Lyell, sauvèrent leur tête de justesse⁷, John Major ayant estimé que les conclusions du rapport les exonéraient suffisamment pour qu'ils ne soient pas contraints de démissionner. Toutefois, le 26 février 1996, la motion gouvernementale ajournant le débat ne fut votée qu'à une voix de majorité. A ces affaires impliquant collectivement plusieurs ministres s'ajoutèrent, au fil des ans, des cas de corruption individuelle : séjours de luxe à l'étranger offerts à certains ministres présents ou futurs par des hommes d'affaires douteux, offre de sommes non négligeables à certains députés pour poser des questions aux Communes (*cash for questions*). C'est surtout ce dernier point qui a fait scandale, obligeant deux sous-secrétaires d'État (Neil Hamilton et Tim Smith), soupçonnés d'avoir accepté des sommes importantes lorsqu'ils n'étaient que *backbenchers*, à démissionner de leurs fonctions ministérielles (à la demande du Premier ministre) mais sans quitter les Communes (de crainte que ce départ ne provoque deux élections partielles désastreuses). Pour faire bonne mesure, John Major nomma une commission, présidée par un haut juge, lord Nolan, qui eut pour tâche de définir un « code de bonne conduite dans la vie publique » ; la commission Nolan a publié son rapport en

mai 1995. A sa suite, les Communes ont accepté (en novembre 1995) la création d'un poste de commissaire parlementaire chargé de la déontologie (*standards*) des hommes politiques ; cette responsabilité a été confiée à sir Gordon Downey à partir de la session parlementaire 1995-1996 ; depuis mars 1996, tous les revenus des députés extérieurs au Parlement et supérieurs à 1 000 livres doivent être déclarés au commissaire. Une des premières tâches de ce dernier a été d'étudier l'affaire des « questions contre paiement », d'autres parlementaires ayant été mis en cause ; de plus, les accusations lancées contre Neil Hamilton et Tim Smith pesaient toujours. D'où l'intérêt – pour le public en général et les médias en particulier – du premier rapport que sir Gordon Downey devait présenter à la commission des privilèges de la Chambre, le 24 mars 1997. Toutefois, lorsque, une semaine plus tôt (le 17 mars), John Major annonça au pays que la Chambre serait dissoute le 8 avril pour une élection générale le 1^{er} mai, il indiqua également que le Parlement serait suspendu (*prorogued*) dès le vendredi suivant (21 mars) ; or la suspension (*prorogation*), décrétée par la reine à la demande du Premier ministre, a, en pratique, les mêmes conséquences que la dissolution : toute activité parlementaire, y compris le travail des commissions, est suspendue *sine die*. Cette hâte intempestive à mettre fin soudainement aux travaux de la Chambre surprit l'opposition qui estima très vite que John Major ne pouvait avoir d'autre motif que d'empêcher la publication du rapport Downey juste avant les élections ; d'où la fureur des parlementaires

7. Provisoirement pour W. Waldergrave, car il a été battu aux élections du 1^{er} mai ; N. Lyell a été réélu, mais sa majorité est tombée de 20 603 voix en 1992 à 5 883.

de l'opposition et la consternation d'une bonne partie de la presse, y compris de celle qui est habituellement favorable aux conservateurs. Mais rien n'y fit ; le Premier ministre laissa bien publier un rapport partiel qui dédouanait explicitement certains députés mais, précisément, laissait encore plus planer le doute sur ceux qui n'étaient pas nommés, dont Neil Hamilton et Tim Smith qui paraissaient les plus compromis. Les protestations redoublèrent, notamment dans le *Guardian*, lorsque l'un et l'autre furent réadoptés comme candidats par leurs partis locaux respectifs. Si Tim Smith finit par se retirer avant la clôture des candidatures (ce qui permit aux conservateurs de garder le siège avec un candidat nouveau), Neil Hamilton s'obstina, alors que tous les projecteurs nationaux étaient braqués sur sa circonscription de Tatton ; ce qui incita l'opposition travailliste et libérale-démocrate à présenter ensemble une personnalité indépendante, Martin Bell, journaliste-reporter à la BBC, qui adopta l'étiquette de candidat « anticorruption » (*anti-sleaze*). Martin Bell remporta le duel haut la main avec 29 354 voix (60,16 %) contre 18 277 (37,46 %) à Hamilton ; ce dernier avait pourtant une avance de 22 365 voix, en 1992, dans cette circonscription d'ordinaire très sûre pour les conservateurs. Ce retour de la polémique anticorruption au seuil de la campagne électorale n'était pas du meilleur augure pour un gouvernement déjà à bout de souffle. Le parti conservateur porte donc une lourde responsabilité dans sa propre défaite⁸.

LA VICTOIRE TRAVAILLISTE

En ce qui concerne le parti travailliste, le résultat de 1997 constitue la troisième vraie victoire de cette formation depuis qu'elle existe, après 1945 (393 sièges sur 640 au total) et 1966 (363 sièges sur 630). C'est certainement la plus grande victoire en nombre de sièges : 418 sur 659, mais c'est, en revanche, la plus modeste en voix : 43,2 % contre 47,8 % en 1945 et 47,9 % en 1966. Sur les huit leaders travaillistes qui se sont succédé depuis la guerre, Tony Blair est seulement le quatrième à accéder au poste de Premier ministre, après Clement Attlee (1945-1951), Harold Wilson (1964-1970 et 1974-1976), James Callaghan (1976-1979). Les quatre autres n'ont jamais eu l'occasion de gouverner, soit qu'ils aient démissionné à la suite d'une défaite électorale (Michaël Foot et Neil Kinnock), soit qu'ils aient été éliminés par une mort brutale (Hugh Gaitskell et John Smith). En tout cas, l'arrivée au pouvoir, après dix-huit années de « règne » conservateur presque jour pour jour (le premier cabinet Thatcher avait été formé le 4 mai 1979), d'un homme âgé de 44 ans, élu pour la première fois au Parlement en 1983, année du « raz-de-marée » thatcherien et du plus mauvais score pour son parti depuis 1931, et n'ayant, et pour cause, aucune expérience gouvernementale, constituait une révolution dans la vie politique britannique ; ne serait-ce que parce qu'il avait toujours été admis que, pour devenir Premier ministre, il fallait avoir déjà fait partie du cabinet, à défaut d'avoir occupé l'un des postes gouver-

171

8. Après la démission immédiate de John Major de ses responsabilités à la tête du parti, les députés conservateurs ont élu, après trois tours de scrutin (dont le dernier a eu lieu le 19 juin), un jeune leader de 36 ans, William Hague, par 92 voix contre 70 à Kenneth Clarke, l'ancien chancelier de l'Échiquier. W. Hague n'était membre du cabinet que depuis 1995.

nementaux les plus éminents, comme Chancelier de l'Échiquier ou ministre des Affaires étrangères.

*Le nouveau Labour au Parlement*⁹

Un tel gain de 148 sièges ne pouvait ne pas avoir de conséquences sur la structure du PLP, d'autant que 33 députés sortants avaient cédé leur place à des candidats plus jeunes. Ce rajeunissement est passé par les collectivités locales : sur les 181 nouveaux députés, 120 sont d'anciens conseillers locaux ; cette inter-pénétration toute relative – car, traditionnellement, il n'y a pas de double mandat possible dans la vie politique britannique – est plutôt rare ; néanmoins, elle s'explique assez bien par le fait que le renouvellement des élites travaillistes, après tant de temps dans l'opposition, n'a pu se faire qu'au niveau local. Si la plupart des nouveaux sont des « blairistes » convaincus – après tout, ils doivent leur élection à Blair et savent bien que le nouveau gouvernement doit réussir s'ils veulent rester députés plus longtemps que pour un seul Parlement –, ils ont néanmoins une culture de « socialisme municipal » qui risque de les mettre en contradiction avec la prudence financière annoncée du Chancelier de l'Échiquier et ils ne tarderont pas à prendre conscience qu'ils ont moins d'autonomie de décision dans leur nouvelle fonction que dans les conseils locaux.

Le rajeunissement est réel ; il n'y a plus que 3 députés de plus de 70 ans (dont Tony Benn : 71 ans), alors que 10 ont moins de 30 ans (le plus jeune, Chris Leslie, a 24 ans). 54 députés ont entre 31 et 40 ans ; 173, entre 41 et 50 ; 140, entre 51 et 60 ; 38, entre 61 et 70 ans. Autre caractéristique du nouveau PLP : la pré-

sence de 101 élues contre 38 en 1992 (pour 119 femmes députés au total contre 58 en 1992), soit presque le quart du PLP. Ce résultat est une surprise ; certes, comme le veut le nouveau processus de sélection des candidats, les candidatures féminines avaient été multipliées mais plutôt dans des circonscriptions réputées « ingagnables » ; la « vague rose » a fait le reste. Ce rajeunissement et cette féminisation correspondent à une « tertiarisation » supplémentaire du PLP ; on y trouve 55 enseignants du supérieur, 49 enseignants du primaire et du secondaire, 32 journalistes, 31 juristes (dont 16 avocats), 16 administrateurs de sociétés, 28 permanents syndicaux (qui ne sont pas tous issus des métiers manuels), 12 assistants sociaux ; à l'inverse, les députés qui ont, à un moment ou à un autre, travaillé avec leurs mains sont en régression : 23 métallurgistes (les mieux représentés, mais ils étaient encore 27 en 1974, la dernière fois que le parti travailliste avait pu former un gouvernement), 7 mineurs (contre 16 en 1974), 2 dockers, 2 électriciens, un chauffeur de taxi, un pompier. Conséquence : 57 % (239) d'entre eux sont passés par l'Université, dont 28,5 % par Oxbridge (68).

A l'origine du nouveau Labour

Ce nouveau PLP reflète-t-il parfaitement la rénovation dont le parti travailliste a été l'objet depuis dix ans ? Seule la pratique du pouvoir pourra l'indiquer. Cette rénovation a commencé sous Neil Kinnock (leader de 1983 à 1992) et s'est poursuivie sous John Smith (1992-1994) mais elle n'a été vraiment achevée, et surtout bien comprise par le grand public, qu'à la suite de l'arrivée de Tony

9. Dorénavant, PLP : *Parliamentary Labour Party*.

Blair à la tête du parti, en juillet 1994. L'élection de Blair en disait long déjà sur le changement des mentalités à l'intérieur de la formation puisqu'il avait été aisément élu dès le premier tour¹⁰, tout en ne cachant pas son « révisionnisme » ; en fait, aucun leader depuis Gaitskell (1955-1963) n'avait pu être élu en se réclamant de la droite du parti. Plus important et symbolique, mais aussi geste politique significatif précisément parce que Gaitskell, l'autre « révisionniste », n'avait pu y parvenir¹¹, Tony Blair obtenait, tout juste neuf mois après son accession à la tête du parti, la révision de la fameuse clause IV des statuts de 1918, qui posait le principe de la « propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange » comme objectif central du parti et qui constituait, en quelque sorte, le critère ultime de son « socialisme ». La nouvelle version, plus longue mais moins précise, fait du « nouveau Labour » un parti « démocratique et socialiste » visant quatre objectifs : une économie dynamique, une société juste, une démocratie ouverte et un environnement sain. Trente-six ans après la social-démocratie allemande, la gauche britannique accomplissait son « Bad Godesberg » ; dorénavant, le nouveau Labour se présente officiellement comme un parti gestionnaire et réformiste de centre gauche, et certains le regrettent ; mais, pour la première fois depuis sa création en 1906, sa doctrine est en accord complet avec sa pratique du pouvoir. La vieille gauche ne

pourra donc plus lui reprocher de trahir ses principes.

Le nouveau programme

Sur cette base doctrinale mise à jour, que proposait concrètement Tony Blair dans la perspective des élections ? Une « société de participation » (*stakeholder society*) à la place de la « société d'actionnaires » (*shareholder society*) chère à Margaret Thatcher. Cela ne veut pas dire qu'il fallait rejeter le marché ; au contraire, on devait le dynamiser tout en protégeant ceux qu'il affaiblit ou marginalise. C'est pourquoi le nouveau Labour s'est rallié sans hésitation à la charte sociale du traité de Maastricht, tout en demandant, depuis qu'il est au pouvoir, des délais pour son application ; d'ailleurs, la « société de participation » se veut également une société de solidarité et de bien-être, d'où l'accent mis sur l'amélioration des services publics, notamment ceux de l'enseignement et de la santé. Elle doit être aussi une société de sécurité où « la loi et l'ordre » seraient maintenus avec fermeté en application du slogan lancé dans l'opposition par Tony Blair et repris par l'actuel ministre de l'Intérieur, Jack Straw : « [nous serons] aussi durs avec les criminels qu'avec les causes de la criminalité », coupant ainsi l'herbe sous le pied des conservateurs. Mais, par ce discours, le nouveau Labour ne rompt pas forcément avec ses sympathisants populaires traditionnels – un courant conservateur très net s'est toujours affirmé

173

10. 57 % des voix, les trois collèges réunis (avec 33,3 % des voix chacun), 60,5 % parmi les députés des Communes, 58,2 % parmi les adhérents locaux, 53,3 % chez les syndicalistes.

11. Lors d'un congrès extraordinaire d'une journée, le 29 avril 1995 ; la nouvelle clause IV était adoptée par 65 % des votants. Significativement, le parti écossais, qui jouit d'une forte autonomie et qui avait la réputation d'être « vieux Labour », avait ouvert la voie en approuvant la modification, un mois plus tôt, par 58,3 % des voix.

dans les couches populaires au sujet de « la loi et l'ordre », et même en faveur de la peine de mort – tout en se rapprochant de ce que la presse nomme *Middle England*, notion à la fois géographique et sociologique ; or, estimait-on, c'étaient les électeurs de *Middle England* qui, en s'effarouchant des projets d'augmentation de l'impôt sur le revenu proposés par John Smith, alors Chancelier-fantôme, avaient, en 1992, fait basculer la victoire dans le camp conservateur. Cette fois, il s'agissait de ne pas s'aliéner ces électeurs ; d'où un discours volontairement apaisé et ambigu, avec très peu d'engagements chiffrés (la proposition de créer 250 000 emplois pour les jeunes constituait une des rares exceptions à ce principe) ; par exemple, alors que le nouveau Labour avait repris à son compte la vieille revendication syndicale d'un salaire horaire minimum, il s'était bien gardé de s'engager sur un chiffre. Bien plus, pour que le thème de la fiscalité soit, une fois pour toutes, écarté des débats – sinon pour rappeler que, contrairement à leurs engagements de 1992, les conservateurs avaient eux-mêmes augmenté les impôts à plusieurs reprises –, le Chancelier-fantôme Gordon Brown avait promis solennellement, au début de la campagne électorale, de s'en tenir aux plafonds de dépenses fixés par le Chancelier conservateur, Kenneth Clarke, dans le budget de novembre 1996, et cela pendant au moins trois ans ; de même, les prélèvements obligatoires devaient être globalement stabilisés pour la même durée.

Même chose en ce qui concernait l'Europe. L'engagement de signer immé-

diatement la charte sociale avait été adopté dès la discussion du traité de Maastricht, à la fois pour donner du grain à moudre à des syndicats britanniques passablement déboussolés après la quatrième défaite travailliste successive en 1992 et pour se singulariser d'un parti conservateur ouvertement divisé à ce sujet. Pour le reste, Tony Blair s'était bien gardé d'adopter une position ferme, dans un sens ou dans l'autre, se donnant la possibilité de s'adapter à la conjoncture du moment, y compris la taille de sa majorité parlementaire ! Il semblait clair, par exemple, qu'il voulait choisir son moment pour organiser le référendum promis sur l'UEM (Union économique et monétaire) en fonction des chances qu'il aurait de le gagner ; compte tenu de l'état de l'opinion britannique concernant cette question (26 points d'avance pour le « non » d'après l'Eurobaromètre de novembre-décembre 1996), cela excluait toute chance d'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Euro dès la première vague, le 1^{er} janvier 1999.

L'aspect le plus radical du manifeste travailliste était certainement le programme de réformes constitutionnelles qui, s'il est complètement mis en œuvre, peut transformer spectaculairement le système politique britannique. Certains de ces projets de réformes ont été largement hérités des leaders précédents, notamment la création d'un Parlement écossais à Édimbourg et d'une Assemblée régionale au Pays de Galles. Ces deux projets font clairement partie des « affaires en cours » (*unfinished business*) que Tony Blair s'est engagé à terminer sur la tombe de John Smith¹².

12. Il est clair que ce dernier était beaucoup plus attaché à mettre en œuvre un véritable statut d'autonomie pour l'Écosse sans que ce pays cesse pour autant d'appartenir au Royaume-Uni. Malgré tout, comme Blair s'y était engagé, le dossier écossais a progressé très vite. La

Autre héritage de Smith : le projet de référendum sur le système électoral aux Communes qui permettrait sans doute à l'électorat de choisir entre le mode de scrutin actuel (uninominal à un seul tour et à majorité simple) et un autre système plus proche de la proportionnelle. Projet ancien également : la réforme de la Chambre des Lords, qui a d'ailleurs été édulcorée pour ne plus comporter qu'un seul aspect, la suppression du droit de vote pour les pairs héréditaires ; cette réforme ferait des Lords une chambre nommée. Plus nouvelles sont les propositions pour créer (ou plutôt recréer) une « autorité stratégique » pour le Grand-Londres¹³ (un référendum est prévu à ce sujet également) ; pour intégrer la Convention européenne des droits de l'homme dans la loi britannique ; pour améliorer la loi sur la liberté de l'information ; pour accroître les pouvoirs des collectivités locales, fortement amoindris sous Thatcher ; et enfin, pour simplifier la procédure de la Chambre des Communes de façon à accélérer le travail parlementaire. En tout cas, vingt-six projets de loi ont été soumis au Parlement (pour sa première session : mai 1997-octobre 1998) lors du discours du

Trône du 14 mai 1997. Malgré cette liste spectaculaire, certains observateurs sont restés sur leur faim ; en effet, il n'y avait rien sur la liberté de l'information, rien sur un changement du mode de scrutin aux Communes, rien sur la réforme des Lords. Cette dernière omission est sans doute justifiée par la nécessité de ne pas braquer les pairs quand on leur demande d'examiner rapidement des projets auxquels le Premier ministre tient par ailleurs. En ce qui concerne les autres mesures, leur absence pouvait s'expliquer par une retombée soudaine du zèle réformateur – en matière institutionnelle s'entend –, due à l'ampleur même de la majorité gouvernementale qui pouvait lui donner l'illusion que « tout est possible », sans qu'il soit besoin de ménager les libéraux-démocrates. Il n'en a rien été : les libéraux-démocrates ont été dûment associés au processus de réforme et la rapidité avec laquelle les référendums écossais et gallois ont été organisés montre bien, par ailleurs, que les priorités annoncées sont respectées.

Il n'est pas douteux, par conséquent, que, depuis qu'il a accédé à la tête du parti travailliste, Tony Blair a accompli un parcours à peu près totalement sans faute.

législation nécessaire à la tenue d'un référendum a été votée dès le début de juin, en procédure d'urgence aux Communes. Ce référendum a eu lieu le 11 septembre ; il comportait une double question : 1) Approuvez-vous la création d'un Parlement écossais ? 2) Désirez-vous que ce Parlement dispose de pouvoirs fiscaux ? A la première question la population écossaise a répondu oui à 74,3 % des votants ; à la seconde, oui à 63,5 %. Certes, la participation a été assez faible (60,4 %), mais le verdict n'en est pas moins clair, à défaut d'être massif. Une fois ce double oui acquis, il reste à faire voter le statut de l'Écosse proprement dit par Westminster ; l'ampleur du résultat devrait permettre d'accélérer la procédure parlementaire. Le verdict a été moins évident, le 18 septembre, pour l'approbation de la création d'une assemblée régionale au Pays de Galles : 50,3 % des votants ont dit oui. Les résultats détaillés montrent un Pays de Galles profondément divisé (11 comtés pour le oui, 11 pour le non) et en même temps peu intéressé (participation : 49,7 %).

13. Le conseil du Grand-Londres, qui avait été créé par un gouvernement conservateur en 1963, a été supprimé par Margaret Thatcher en 1986.